



La complicité de l'Europe dans le mal

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2009

[VDare](#) 11 septembre 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Il s'agit de l'allocution de l'Honorable Paul Craig Roberts, titulaire d'un doctorat et Chevalier de la Légion d'Honneur, à [la Conférence Mut zur Ethik](#), « Sovereignty or Imperialism » (Souveraineté ou Impérialisme), à Feldkirch en Autriche, le 5 septembre 2009.

[Obama](#) étant noir et membre d'une race opprimée, il est largement supposé qu'il imprégnerait sa politique étrangère d'une plus grande moralité que celle subie par le monde sous Bush et Clinton. Il s'agit d'un fantasme.

Comme tout autre président des dernières années, Obama représente l'idéologie de l'« [Exception](#) » Américaine. Cette idéologie décrit les États-Unis en Nation Vertueuse et fournit la base de la croyance en leur droit, et même en leur devoir, d'imposer leur hégémonie au monde, par la corruption ou la force. La prétention en l'Exception Américaine produit une forme de patriotisme qui aveugle la population à l'immoralité des guerres d'agression de leur pays.

Rien n'a changé sous Obama. Obama a intensifié la guerre en Afghanistan ; a entamé une nouvelle guerre au Pakistan ; a toléré ou soutenu le coup d'État militaire qui a renversé le président élu du Honduras ; construit 7 nouvelles bases militaires en Colombie, en Amérique du Sud ; poursuit la planification de divers projets militaires assurant l'hégémonie militaire globale des États-Unis, du style [Prompt Global Strike initiative](#), destiné à donner la capacité de frapper n'importe où sur Terre en 60 minutes ; s'emploie à déstabiliser le gouvernement de l'Iran, avec l'option d'une attaque militaire toujours envisagée ; soutient le nouvel *African Command* militaire des États-Unis ; a l'intention d'encercler [la Russie de bases étasuniennes](#) dans les régions constitutives de l'ancienne Union Soviétique ; a dénaturé les troupes de l'OTAN en mercenaires des guerres d'agression étasuniennes.

Comment devrait réagir l'Europe ?

L'Europe devrait se désolidariser des États-Unis et passer dans l'opposition active à leur politique étrangère. Les Européens devraient exiger de leurs gouvernements qu'ils se retirent de l'OTAN, car il ne sert pas leurs intérêts. Les deux puissances militaristes agressives, les États-Unis et Israël, devraient être sanctionnées par l'ONU et l'embargo.

Au lieu de cela, l'Europe se fait complice des crimes de guerre, étasuniens et israéliens.

Du fait de la Guerre Froide, l'Europe est habituée à suivre le leadership étasunien. L'avantage financier du refuge fourni par la puissance militaire étasunienne anéantit l'indépendance des politiques étrangères européennes. En réalité, les pays d'Europe occidentale sont devenus des États fantoches des États-Unis.

Comment ferait l'Europe pour échapper à une relation subalterne de plusieurs décennies ? Ce n'est pas facile. Les États-Unis sont habitués à faire la pluie et le beau temps et réagissent durement quand ils rencontrent de l'opposition. Par exemple, l'opposition française à l'invasion de l'Irak de Bush a provoqué la [diabolisation immédiate](#) de la France de la part des médias étasuniens et des membres du Congrès.

Le gouvernement étasunien use de sanctions financières et menace d'ébruiter des informations personnelles sensibles, recueillies par ses réseaux d'espionnage mondiaux, pour discipliner tout esprit d'indépendance de la part des leaders européens.

L'Europe est pour l'essentiel captive et contrainte de mettre les intérêts étasuniens avant les siens. Par conséquent, sauf si les Européens trouvent le courage de se débarrasser de leur état servile, l'Europe sera embringuée par le harcèlement dans de nouvelles guerres et en fin de compte entraînée dans une guerre dévastatrice contre la Russie. Un pays européen isolé n'a guère de pouvoir, mais l'action concertée serait efficace. Par exemple, pourquoi les Européens ne protestent-ils pas contre le criminel de guerre Tony Blair, qui a [obtenu un poste dans l'Union Européenne ?](#)

L'attitude du régime Obama envers l'autodétermination et la souveraineté des peuples, c'est que ces concepts élevés sont des platitudes utiles pour masquer ses intérêts hégémoniques. L'argent et la propagande des États-Unis fomentent des révolutions « de velours » ou « colorées » qui transforment d'autres pays en leurs États fantoches.

Des platitudes servent aussi à masquer le renversement des [libertés civiles étasuniennes](#), comme l'habeas corpus, [une règle de droit élémentaire](#), et l'interdiction de la torture et de la détention préventive.

Pendant la Guerre Froide, l'un des piliers de la propagande étasunienne contre l'Union Soviétique fut l'impossibilité des citoyens soviétiques à voyager dans leur pays sans autorisation gouvernementale. Cet affront est désormais infligé aux citoyens étasuniens. À compter de septembre 2009, le citoyen étasunien ne peut plus voyager en avion dans son pays sans autorisation de l'Administration de la sécurité des transports.

L'administration Obama a adopté les procédures de recherche du régime Bush. En vertu de ces règles, les ordinateurs, les téléphones cellulaires et les autres appareils des voyageurs peuvent être saisis pour des recherches qui peuvent prendre jusqu'à 30 jours. Si vous êtes en route pour une réunion et que votre présentation se trouve sur votre ordinateur, avec les numéros de vos contacts sur votre téléphone cellulaire, vous êtes dans la mouise jusqu'au cou.

« La menace terroriste » est le prétexte pour ces pratiques gestapistes. Toutefois, il n'y a eu aucun acte de terrorisme dans le pays en 8 ans. Les quelques « complots » ayant conduit à des arrestations ont tous été initiés par des agents du FBI afin de faire perdurer dans l'esprit du public une menace inexistante. Pourtant, au mépris de tout danger terroriste réel, l'État policier continue à gagner du terrain. Vu l'ampleur de l'oppression étasunienne sur les gens à l'étranger, on pourrait s'attendre à bien plus de retour de flamme, en supposant que le 11/9 ne fut lui-même un coup monté de l'intérieur, conçu pour donner un prétexte aux guerres d'agression en Afghanistan, en Irak et au Pakistan.

L'Europe doit regarder au-delà de la rhétorique politique vide sur la « liberté et la démocratie » et admettre l'émergence des chemises brunes de l'État américain. La

démocratie se dérobe des États-Unis. Sa place est prise par une oligarchie de groupes d'intérêts puissants, comme la finance, par le complexe militaro-sécuritaire contre lequel le [Président Eisenhower avait mis en garde](#), et par l'[AIPAC](#). Les contributions des groupes d'intérêt aux campagnes politiques déterminent le contenu de la politique intérieure et étrangère. Un pays où le gratin politique est au-dessus des lois et peut violer impunément la législation contre la torture et la protection constitutionnelle des libertés civiles, n'est pas un pays libre.

Les dirigeants politiques et le peuple des États-Unis ont besoin d'aide de l'Europe afin d'éviter la dégénérescence de leur particularité politique. La liberté étasunienne, ainsi que l'indépendance souveraine ailleurs dans le monde, ont besoin des critiques des politiques étrangers et intérieurs. Les médias étasuniens, qui ont été concentrés entre quelques mains pendant le régime Clinton, jouent le rôle d'un ministère de la propagande pour le gouvernement. Ce fut le *New York Times* qui rendit crédible la propagande [néo-conservatrice](#) et les documents falsifiés utilisés pour vendre l'invasion de l'Irak au public. Ce fut le *New York Times* qui resta assis pendant un an sur les preuves de forfaitures commises par le régime Bush quand il viola la [Foreign Intelligence Surveillance Act](#). Il fallut attendre la réélection de Bush avant que le journaliste puisse imposer son histoire grâce à un éditorial de l'opposition.

Les Étasuniens ont besoin des critiques de l'Europe pour compenser l'absence de médias indépendants chez eux. Ils ont besoin d'une aide extérieure pour arriver à comprendre l'immoralité de la politique de leur gouvernement, car ils ne reçoivent pas cette aide de leurs propres médias. Sans aide de l'Europe, ils sont incapables de retrouver l'esprit de liberté et de tolérance que leur ont légué leurs pères fondateurs. Les États-Unis eux-mêmes sont victimes de la quête de leur hégémonie internationaliste néo-conservatrice et libérale.

Nous, aux États-Unis, nous avons besoin d'entendre beaucoup de voix nous dire qu'il est autodestructeur de se rendre semblable à l'ennemi pour vaincre l'ennemi. Comme l'ont appris les savants allemands sous Hitler et les Russes sous Staline, l'ennemi le pire et le plus dangereux, c'est l'ennemi interne, l'[élite](#) non tenue à rendre des comptes qui contrôle le gouvernement du pays.

Si les États-Unis ont des ennemis opposés à la « liberté et à la démocratie, » ils doivent alors s'assurer eux-mêmes de ne pas sacrifier leurs propres libertés civiles et la souveraineté des autres peuples à une « guerre contre le terrorisme. » Le coût des actes terroristes est faible par rapport à celui de l'érosion des libertés civiles, qui prennent des siècles à être conquises. Bien plus de gens sont morts pour obtenir la liberté que dans des attentats terroristes.

Quand leur gouvernement confisque les libertés de ses propres citoyens, les États-Unis ne peuvent se prétendre garants des libertés.

Quand leur gouvernement use de tromperie pour attaquer d'autres pays sur de faux prétextes, les États-Unis ne peuvent se prétendre garants de la paix et de la démocratie.

L'Europe, dont la culture fut détruite par les guerres du 20ème siècle, l'Europe, qui connut la tyrannie de l'extrême gauche et de l'extrême droite, a une légitimité en propre voix.

L'Amérique a besoin d'entendre cette voix.

Article original en anglais: [Europe's Complicity in Evil](#), VDare, le 10 septembre 2009.

Traduction : Pétrus Lombard

Paul Craig Roberts fut ministre des Finances adjoint dans l'administration Reagan. Il est coauteur de [The Tyranny of Good Intentions](#). Il peut être contacté à l'adresse : PaulCraigRoberts@yahoo.com.

La source originale de cet article est [VDare](#)
Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), [VDare](#), 2009

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca